

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
programme communiste
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 256
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
17 au 30 déc. 1977

MALGRÉ SON VERNIS OPPOSITIONNEL, LE P.C. AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

D'ici mars 78, les brouilles et les demi-rapprochements des signataires du Programme commun, unis par leur soumission foncière à l'ordre bourgeois, mais superficiellement divisés par les différences de leurs bases sociales, de leurs orientations internationales et surtout de leurs fonctions respectives dans le maintien de l'ordre, suivront encore probablement un cours agité. « Peut-on vraiment faire revenir à gauche, à l'union, le Parti socialiste ? Cette question, sans hésitation, j'y réponds oui », déclare Marchais dans son discours aux femmes du 3 décembre. Mais l'Humanité avertit, dans son édi-

torial du 9 que « le concours du Parti socialiste est devenu indispensable pour gérer la crise dans des conditions satisfaisantes pour le grand capital ». Analyse judicieuse, si on ajoute : « et le concours du PCF », qu'il soit ou non ouvertement au gouvernement, mais avec le rôle propre qui le rend précieux pour la bourgeoisie : celui de courroie de transmission des exigences de l'économie nationale bourgeoise, et de l'ensemble de la politique impérialiste française en direction de la classe ouvrière, aussi longtemps qu'il continuera à en encadrer une large partie.

A l'échelle européenne, la plupart des homologues du PCF sont déjà allés un peu plus loin dans la logique de leur reniement formel de toute position révolutionnaire. Le PC italien a si loyalement rempli le contrat du « compromis historique », en prêchant aux travailleurs l'ordre et l'austérité, et en utilisant le drapeau démocratique comme matraque pour taper sur toute agitation, que la petite bourgeoisie et une bonne partie de la grande se traînent désormais à ses genoux pour le prier de venir insuffler à l'appareil d'Etat gélatineux de la démocratie chrétienne un peu de sa discipline et de son dévouement à la cause nationale. En Espagne, Carrillo déclare l'entrée des communistes au gouvernement tout à fait « imaginable » (interview à *El País*), maintenant qu'il a signé tous les pactes de collaboration que la bourgeoisie a bien voulu lui présenter.

En France, plusieurs facteurs historiques ont retardé et retarderont peut-être encore cette ultime « promotion » : la division relative qui oppose au sein de la bourgeoisie un capitalisme directement soumis à l'impérialisme US, et des velléités nationalistes dont le gaullisme a été l'expression, se reflète dans les tiraillements entre les deux auxiliaires, PS-PC, de la bourgeoisie. Il n'est pas besoin d'invoquer pour les expliquer un quelconque attachement du PC à la Russie soviétique : ce serait faire injure au PCF, et oublier tout son passé et son présent d'agent actif de la bourgeoisie et de l'Etat impérialiste français, que de ne pas ajouter foi à ses gaillardes protestations de loyauté nationaliste, que Kanapa vient encore de réitérer dans *France Nouvelle*. Ce serait aussi méconnaître que la subordination de l'Internationale stalinisée aux intérêts de l'Etat russe devait nécessairement aboutir à quelque chose comme l'euro-communisme, fils naturel des « voies nationales au socialisme ». Un deuxième facteur consiste dans l'aptitude plus grande de l'appareil d'Etat en France à imposer à la classe ouvrière la paix sociale, grâce à de plus grandes réserves capitalistes qui permettent d'acheter et de corrompre des couches ouvrières et

surtout des troupes entières de bureaucraties syndicales et de pompiers sociaux.

S'il n'y avait pas en effet ces facteurs historiques et « tactiques » (d'un poids variable d'ailleurs, et qui passeront au second plan si l'ordre bourgeois est plus sérieusement menacé), qu'est-ce qui pourrait bien faire obstacle à une loyale collaboration du PC, telle que celle de 45-47 dont la bourgeoisie n'a eu qu'à se louer ?

Ses perspectives générales ? En moins de dix ans, le drapeau d'un socialisme affadi qui décorait encore officiellement la politique social-chauvine de ce parti s'est effiloché de congrès en « tournants » : après le « socialisme aux couleurs de la France », on a eu la « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme », et bientôt la pure et simple « démocratie poussée jusqu'au bout » (Kanapa toujours), dans le respect de la constitution, avec une sauce autogestionnaire assez inoffensive pour napper tous les programmes réformistes ou centristes, des radicaux de gauche à l'OCT.

Son programme économique ? Ce n'est pas l'extension du secteur public à travers les nationalisations qui changera quoi que ce soit à sa nature capitaliste, avec ou sans représentants des syndicats dans les conseils de direction. Le reste est l'amalgame ordinaire des panacées bour-

DANS CE NUMERO

- Evolution des rapports inter-impérialistes depuis la dernière guerre (2).
- Manifestation contre les mesures Stoléro (2) : pour un front de lutte ouvert.
- La révolte de Ksar Hellal (Tunisie).
- Angola : l'engrenage de la modération.
- Les penseurs du PCF au travail.

geois (investir, exporter plus qu'on n'importe — le malheur, c'est que les concurrents ont les mêmes rêves ! —) assorties d'un élément « original » : la recette magique de l'augmentation de la consommation populaire, par lequel le PCF prétend concilier meilleure santé du capital et soulagement des travailleurs, recette dont Marx et Engels ont montré depuis longtemps le caractère illusoire, face à l'antagonisme profit-salaire, aux exigences de l'exportation et à l'importance écrasante de l'autre secteur, celui de la production des biens de production, dans une économie capitaliste développée.

(suite page 2)

EDF-GDF :

Défendre l'arme de la grève

La vérité sort encore une fois de la bouche de l'ennemi de classe : *Les Echos* du 5-12 expliquent que la situation d'austérité « fait craindre des débordements qui, même s'ils ne se traduisent pas par des mouvements dans l'immédiat, pourraient être dangereux pour l'économie » et ajoutent : « garder le couvercle de la marmite fermé jusqu'en mars 78 n'est peut-être pas la meilleure solution ».

Assurément ! et c'est bien pourquoi les grandes confédérations calculent au compas, pourrait-on dire, le moment où doivent se situer leurs « grandes journées d'action nationale » type 1^{er} décembre : cette dernière a été placée là, entre la période de désenchantement dû à la rupture de l'union de la gauche et celle de la foire électorale ; d'autant plus que la pression montait, comme cela s'est révélé dans les grèves de la SNCF et de l'EDF.

La grève de l'EDF est aussi un exemple significatif de la méthode de programmation de l'enlèvement des luttes économiques. Le mécontentement des travailleurs oblige la CGT et la CFDT à refuser l'accord salarial 77 qui poursuit la politique contractuelle de Chaban dans le cadre de laquelle les salariés de ce secteur ont aujourd'hui le désagrément de constater que leurs salaires ont pris une sacrée distance par rapport à ceux des autres. Et les fédérations de réclamer non pas une augmentation de salaire chiffrée mais un acompte de 200 F sur les négociations futures dont on réclame l'ouverture, ce qui a l'avantage d'enliser la lutte dans les procédures contractuelles et de pouvoir l'arrêter en criant victoire dès que la pression ouvrière sera retombée.

La décision de grève est prise le 26. Préavis de 5 jours. Cela mène à la journée d'action. Puis grèves du 2 au 8, mais tournantes, par région, de 4 heures dans la distribution et

(suite page 2)

La manifestation contre les mesures Stoléro (2)

Pour un front de lutte ouvert

Pourquoi le parti, qui est opposé à tout front d'organisations politiques, a-t-il signé l'appel commun proposé par le Comité de Coordination Sonacotra et participé à la préparation de la manifestation du 19 aux côtés de représentants d'autres organisations, y compris d'organisations politiques dont tout nous sépare sur le plan du programme, et même des questions de méthode sur le plan de la lutte revendicative ? Cette question qui nous a été posée mérite une réponse attentive : on se trouve effectivement ici devant un problème tactique délicat, comme dans toute action mettant en jeu des rapports avec d'autres organisations.

Sans reprendre en détail un problème que nous avons souvent abordé (*), rappelons brièvement quelques critères qui inspirent depuis toujours notre parti (et auparavant notre courant) dans sa lutte pour le front de combat des prolétaires contre le front bourgeoisie-opportunisme.

Le front prolétarien de lutte tel que la Gauche communiste l'a toujours conçu, et qui n'est encore, aujourd'hui, qu'une perspective à plus ou moins long terme, vise à unir tous les prolétaires, à la base, dans une défense commune contre une pression bourgeoise qui pèse sur eux tous, indépendamment de leurs convictions politiques, défense vitale avant tout parce que, s'ils y renonçaient, ils ne trouveraient jamais la force de lutter un jour pour leur émancipation. Non seulement cette tactique n'est pas en contradiction avec la préparation d'une révolution qui devra voir le parti révolutionnaire, seul, à la tête du prolétariat en

marche, mais elle en fait partie intégrante, comme moyen pour la conquête d'une influence sur des couches toujours plus larges de la classe ouvrière, à travers le « travail révolutionnaire quotidien », contre tous les autres partis, réformistes ou pseudo-révolutionnaires.

C'est pour éviter précisément les interprétations de cette tactique dans un sens opportuniste que notre courant a été amené, dès 1921-22, à en préciser les conditions d'application, les « limites » au-delà desquelles elle aurait manqué son but, en entrant en contradiction avec la préparation révolutionnaire au lieu de la favoriser.

C'est ainsi que nous pouvions affirmer en 1924, au V^e Congrès de l'I.C., comme résultat d'un travail fondé sur les données de l'expérience historique et étroitement rattaché aux principes communistes, que « la base du front unique ne doit jamais être un bloc de partis politiques » : elle peut être un front d'organisations ouvertes, « de masse », même dirigées par des opportunistes, pourvu qu'elles soient susceptibles d'être conquises à une direction révolutionnaire (ce qui est impossible pour des organisations politiques). Ce critère ne découlait d'aucun désir de pureté abstraite, d'aucune peur de se salir les mains en contacts avec des traîtres et des conciliateurs, mais de raisons tout à fait pratiques d'efficacité : pour que la trahison et le recul prévus de tous les partis devant les exigences de la lutte ne se traduisent pas par une paralysie et une démoralisation durables du prolétariat, mais puissent être utilisés par le parti commu-

niste pour assurer la relève, permettre la poursuite de la lutte, et renforcer son influence, il fallait que celui-ci ait maintenu à tout moment non seulement sa liberté de critique et de mouvement, mais une indépendance réelle et totale vis-à-vis de tous les autres partis, sans rompre pour autant l'unité du front prolétarien.

C'est pour ces mêmes raisons — et nous quittons ici le terrain du front unique proprement dit pour entrer dans celui des rapports entre organisations — que le parti refuse les cartels ou comités mixtes entre partis politiques hétérogènes, impliquant une discipline collective de chacun d'entre eux aux décisions de cet organisme ; et c'est pour cela qu'il refuse les accords, appels et manifestes communs, pouvant apparaître comme le résultat de négociations et de compromis entre programmes politiques différents, et par conséquent estomper la nette

(suite page 2)

(*) Voir entre autres : a) Textes classiques (1922) : *La tactique de l'Internationale Communiste*, dans *Programme Communiste* n° 51-52 ; *Thèses sur la tactique* présentées par le PC d'Italie au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, dans *Défense de la continuité du programme communiste* ; *Projet de programme d'action du PC d'Italie* dans *Programme Communiste* n° 67. b) Textes récents : *Sur les rapports entre le parti communiste et d'autres partis et courants politiques* (avec des documents de 1921-22) dans *Programme Communiste* n° 65 ; *Leur « front unique » et le nôtre* dans *Le Prolétaire*, n° 219 à 224.

La crise portugaise

Quels sont les dessous du dernier ballet parlementaire au Portugal ? Le FMI et un consortium international constitué pour un prêt de 750 millions de dollars et conduit par les USA et la RFA exigent un « assainissement » de l'économie portugaise en pleine déconfiture.

Selon les experts du FMI, les mesures exigées doivent accroître le chômage de 16 à 18 % et, comme le dit *Les Echos* du 9-12, « la politique d'austérité risque de compromettre une paix sociale encore précaire ».

Une nouvelle page d'austérité va donc être écrite au Portugal. La question qui se pose : le PC portugais doit-il de nouveau être associé au gouvernement pour faire passer la pilule ou être maintenu dans l'opposition pour parer aux réactions ? Et pourquoi pas les deux en même temps, comme en Espagne ou en Italie ?

Évolution des rapports inter-impérialistes depuis la dernière guerre (2)

(La première partie de ce compte rendu a paru dans le numéro 255 du Prolétaire. Après avoir rappelé « nos perspectives de l'après-guerre », il étudiait leur confirmation dans la guerre froide et la

détente, puis dans le premier assaut de la crise internationale qui culmine en 1975).

Un monde de nouveau trop petit pour des appétits trop grands et trop nombreux

La crise internationale a déjà provoqué pour l'immédiat une accélération notable de la course aux débouchés, sur les terrains de chasse par excellence que sont devenus l'Iran et l'Arabie saoudite, de la course aux matières premières, et de la course aux exportations de capitaux, non seulement en termes de prêts, mais également d'investissements directs.

La conséquence est la protection des zones d'influence existantes, comme c'est particulièrement clair pour les Etats-Unis dans leurs chasses gardées américaines depuis 1971. C'est également cette course qui éclaire le retour en force de l'Amérique au Moyen-Orient en 1973, et même la tendance récente de la Russie à s'intéresser de façon non épisodique à la chasse aux matières premières, comme cela est perceptible notamment en Afrique australe et au Maroc. Enfin, bien que la tentative inévitable des pays d'Europe et du Japon à se constituer des zones d'influence soit encore fortement contrecarrée par la puissance financière et le big stick américains, on peut cependant déjà remarquer la dépendance grandissante, ne serait-ce que sur le plan commercial, de certains petits pays vis-à-vis de ces impérialismes : Turquie, Grèce, Yougoslavie, Roumanie, etc., vis-à-vis de l'Allemagne; Malaisie, Birmanie, Indonésie, Taïwan, Corée, etc., vis-à-vis du Japon.

Ceci dit, la tendance la plus irrésistible que devait entraîner la crise sur le plan des rapports entre Etats concerne l'intensification des relations Est-Ouest, et ce, pour une double série de raisons : il y a dans un sens l'énorme courant économique avec lequel l'Ouest, zone de haute pression capitaliste, pèse sur l'Est, toujours zone de dépression capitaliste relative; il y a dans l'autre sens le courant irrésistible que provoque l'appel des énormes besoins technologiques de l'Est. Or ce double courant est puissamment freiné par de multiples facteurs.

Du côté oriental, l'ouverture provoque immédiatement des tendances centrifuges graves. Il est à remarquer que, de 1971 à 1976, la

part des échanges avec l'Est dans le commerce de la RFA n'est passée que de 3,5 à presque 10 % (ce qui en fait le premier partenaire — et de loin ! — de l'Est); mais cela a suffi pour que ce pays devienne, ou soit en passe de devenir, le premier partenaire commercial de plusieurs pays (Roumanie, Pologne avant même la Russie!). Et ceci malgré les précautions prises pour renforcer la centralisation économique et financière du Comecon à partir de 1971 (centralisation dont les résultats confirment par ailleurs que le pillage des petits pays de l'Est par la Russie continue bel et bien).

Du côté occidental, l'Est est vu comme un véritable Eldorado, et l'Amérique s'intéresse vivement aux richesses de la Sibérie. Mais le placement de capitaux chez l'adversaire présente un risque énorme. Il est donc préférable de laisser faire les premiers pas à l'Allemagne et au Japon, ce qui a l'avantage de fournir un exutoire à leur agressivité économique tout en fixant peut-être sur la Russie (si l'Amérique s'y prend bien!) leur agressivité impérialiste tout court. Mais cela représente en revanche un risque énorme: celui d'une entente directe entre le Japon et la Russie. C'est naturellement contre une telle hypothèse que s'acharnent les Etats-Unis quand ils interdisent à Tokyo d'aider à la construction du transsibérien ou de passer avec Moscou un accord de coopération nucléaire. Mais cela sera-t-il possible indéfiniment ?

Le résultat est que les frontières de l'Est ne sont qu'entrouvertes et pire, que la crise a provoqué la contraction des marchés de l'Est. Etant donné les formidables pressions économiques qui poussent à lier plus étroitement les deux zones entre elles, si l'ouverture ne peut pas se faire par les moyens pacifiques, il faudra bien qu'elle se réalise par d'autres moyens. Voilà donc une différence de perspective engendrée par la crise.

(suite page 4)

L'engrenage de la modération

Au moment même où s'ouvrait à Luanda le premier congrès du MPLA, Le Figaro du 8 décembre diffusait une information de l'AFP, selon laquelle l'URSS pousserait activement à la constitution d'un gouvernement de coalition UNITA-MPLA.

On n'en attendait pas moins du gendarme en second du monde : pour assurer la stabilité de la zone qui constitue pour lui une plaque tournante stratégique, il méprise le mouvement des masses (avec toutes les conséquences que cela peut avoir pour l'ensemble de l'Afrique australe), en le soumettant aux mercenaires de l'UNITA, avec la bénédiction des autres impérialismes qui ont misé sur eux, après avoir soutenu le FNLA.

Mais il faut dire que ces manœuvres ont trouvé un terrain favorable, et probablement décisif, dans la répression que le MPLA lui-même a exercé d'abord à l'égard des franges les plus combattives du prolétariat des villes, dès avant la victoire, puis en mai dernier contre le « complot » de l'aile prolétarienne la plus radicale de Nito Alves et dans l'abandon de la paysannerie, qu'il a refusé d'organiser dans une armée populaire permanente et qu'il a ainsi abandonnée à l'influence réactionnaire de l'UNITA.

Les directions bourgeoises ou petites-bourgeoises des révolutions nationales anti-impérialistes sont contraintes de marquer le pas; seul un parti révolutionnaire de classe peut donner aux masses plébéiennes et au prolétariat de cette région les armes politiques — et l'appui du prolétariat des métropoles impérialistes la force — permettant d'échapper aux filets des impérialismes « protecteurs ».

Luttes ouvrières en Tunisie

Les penseurs du PCF au travail

Le philosophe a perdu la théorie

Epuisé sans doute par ses tentatives pour défendre respectueusement en vue du XXII^e Congrès du PCF au moins les termes de dictature, de socialisme et de prolétariat, le philosophe de l'opportuniste à prétention orthodoxe, Louis Althusser, a piteusement déclaré au colloque de la « dissidence » à Venise qu'« il n'y avait pas de théorie marxiste de l'Etat ». Après avoir utilisé les lambeaux des drapeaux politiques du stalinisme « dur » pour donner des semblants d'alibi au stalinisme mou, puis à l'euro-communisme, il était bien normal que ce dissident suiviste rejoigne le grand cœur des désabusés du marxisme. Faute de pouvoir choisir entre la boussole marxiste et l'orientation réformiste, il a trouvé à son cruel dilemme une solution bien « philosophique » : ne pouvant rendre compte du fait, il l'a décrit inexistant! Mais les faits, même théoriques, sont têtus!

L'historien ne voit pas les révolutions

Quant à l'historien officiel de la vague suivante, Jean Ellenstein, qui a donné à travers son Histoire de l'URSS des gages de l'évolution du PCF vers le libéralisme, il confie au Monde des 22 et 23 novembre qu'il a beau scruter l'histoire des 130 dernières années, il n'y voit qu'avec peine des révolutions : « les cent jours de la Commune, quelques dizaines de jours de la révolution allemande ». Le reste ? du « mythe ». La prise du Palais d'Hiver, la Longue Marche ? « En réalité, tout cela appartient à l'histoire, peut se reproduire dans des pays où les structures seraient semblables à celles de l'Union soviétique et de la Chine, mais non en Occident où la révolution ne peut être que démocratique, légale, pacifique et graduelle ».

Monsieur le Professeur a les lunettes si embuées par les fariboles du réformisme autogestionnaire (qu'il célèbre dans le même article) qu'il ne voit ni les formidables heurts de classe qui ont secoué toutes les aires du monde depuis plus d'un siècle, ni le cannibalisme de la contre-révolution qui frappe tous les jours sous nos yeux. Tous les révolutionnaires et les prolétaires combattifs apprécieront ses promesses sur un avenir pacifique à l'aune de son examen si perspicace du passé!

La révolte de Ksar Hellal

Les causes de la vague de grèves et de révoltes ouvrières qui vient de déferler sur la Tunisie sont à chercher dans le sort effroyable des masses prolétariées récemment expropriées et entassées dans les villes, où elles exercent une terrible pression sur des salaires déjà misérables, tandis que les classes dominantes sont incapables d'en assurer l'approvisionnement. Cette situation est considérablement aggravée par les effets de la crise internationale qui frappent plus particulièrement les capitalismes périphériques, notamment avec les restrictions des importations européennes et le reflux d'une partie des 200.000 émigrés tunisiens en Europe.

La classe ouvrière a été récemment excédée par certains faits. D'abord, l'accord passé entre les gouvernements de Tunis et de Tripoli selon lequel les 50.000 ouvriers émigrés en Libye seraient payés au niveau des salaires en vigueur en Tunisie et non en Libye où ils sont plus élevés (solidarité arabe oblige!). Ensuite le pacte social passé pour 5 ans entre le gouvernement et le syndicat officiel, l'UGTT, en vertu duquel les négociations de salaire doivent se faire par branche, dans des limites d'augmentation de 10 % et sans recours à la grève. La classe ouvrière a réagi par des mouvements de grève : il semble que l'UGTT, qui a tenté de s'y opposer par tous les moyens, a seulement oublié d'en dénoncer deux sur la cinquantaine qui ont eu lieu depuis un an. Près de 1.000 délégués de la base du syndicat ont condamné ce pacte au récent Congrès national.

La flambée des prix, habituellement due au Ramadan, mais particulièrement insupportable cette année, a aiguillonné la lutte. Le 9 septembre, les délégués ont organisé une manifestation contre la vie chère à Sfax. Au point que les dirigeants vendus de l'UGTT, tel Habib Achour, ont dû faire mine de s'éloigner du Parti officiel et de réclamer l'autonomie du syndicat tandis qu'en sous-main ils réaffirmaient leur « volonté de collaboration » avec le gouvernement.

L'éclatement de la lutte, retardé par les menées de la bureaucratie d'Etat de l'UGTT, s'est accompagné de menaces de mort contre les délégués ouvriers et même contre les dirigeants pourris. Ceci a mis le feu aux poudres. La colère ouvrière a embrasé tout le pays. Tous les secteurs ont été touchés, tous les centres industriels du pays. Les revendications avancées ont porté sur de fortes augmentations de salaire, la diminution du temps de travail, le mois de congé, l'alignement sur les conditions connues en Europe (la classe ouvrière est internationale!), l'approvisionnement des villes, la liberté du mouvement syndical.

Une fois mise en mouvement, la classe ouvrière s'est spontanément placée sur le

terrain de la force, n'hésitant pas à affronter la police et les corps de répression avec la plus farouche détermination, en utilisant au mieux son nombre et sa connaissance du terrain, ses liens avec les masses prolétariées et pauvres.

La puissance de la vague sociale s'est manifestée surtout dans sa capacité à entraîner des catégories habituellement plus difficiles à faire bouger. D'abord le prolétariat féminin et les compagnes des ouvriers, qui ont violemment exprimé leur haine d'un ordre social qui condamne leurs enfants à la faim quotidienne et à vivre en haillons. Ensuite de larges couches de la population pauvre : paysans sans terre, travailleurs saisonniers, petits fermiers, qui ont rejoint les ouvriers d'usine dans la révolte.

*

Un épisode hautement significatif de cette vague de luttes est la révolte de Ksar Hellal, dont nous essayons de donner une vue d'ensemble, sans pouvoir toutefois garantir la succession chronologique des événements.

C'est une ville moyenne de 25 à 30.000 habitants, considérée jusqu'ici comme une place forte du parti gouvernemental. Les ouvriers travaillent aux filatures SOGITEX. La société menaçait de licencier 500 ouvriers sur les 1.200 qu'elle emploie. De plus, alors que jusqu'ici les ouvriers avaient le droit de prendre les déchets des tissus, qu'ils utilisaient soit pour se vêtir, soit pour confectionner des effets et les vendre, la direction se mit à les brûler ostensiblement devant les ouvriers.

Le 10 octobre, les ouvriers se mettent en grève pour protester contre les licenciements et pour une augmentation de salaire allant jusqu'à 25 %, en occupant les locaux. Le 13, le gouvernement fait donner les tristement fameuses BOP (Brigades d'Ordre Public) avec les chars anti-émeutes et les bombes lacrymogènes, mais leur irruption provoque la révolte de la population, qui accueille la police avec des jets de pierres et les armes les plus hétéroclites, et freine la progression des chars en leur opposant des portraits de Bourguiba... Les affrontements font une quarantaine de blessés, cependant que 100 personnes sont arrêtées.

C'est alors un véritable soulèvement qui a lieu. Des barricades surgissent dans toute la ville, les ouvriers entraînant ou neutralisant l'ensemble de la population. Une attaque du commissariat central est organisée. Son occupation procure des armes et permet de libérer 20 des ouvriers faits prisonniers par les forces de l'ordre.

Les ouvriers ont révélé des prodiges d'organisation. Il semble que des cyclistes aient

parcouru la ville pour transmettre les directives et coordonner l'activité de différents groupes armés. Les minarets investis servaient à surveiller les mouvements des BOP, tandis que leurs haut-parleurs diffusaient des encouragements aux combattants. Le ravitaillement des groupes ouvriers était assuré par des détachements de femmes qui avaient réquisitionné les magasins et les dépôts de grains. La direction de la lutte aurait échoué aux délégués ouvriers qui se sont dégages au cours des grèves de ces dernières années, tant en Tunisie que dans l'émigration.

Les combats ont été d'une extrême violence. Les ouvriers attaquent les chars, qu'ils incendient avec des pneus enflammés. Les femmes font preuve d'une audace particulière, en déversant des fenêtres des maisons de l'huile bouillante, tuant ainsi 6 ou 7 policiers. Il paraît d'autre part que les prisonniers qui leur sont confiés sont soumis à un sort peu enviable, roulés sur des figures de Barbarie : ce qui montre quel potentiel de haine sociale habite les classes exploitées envers l'ordre établi.

Mais les ouvriers succombent sous une force supérieure en nombre : devant la défaite infligée à la police et aux BOP, c'est l'armée qui a dû investir la ville. « L'ordre règne à Ksar Hellal », titrent cyniquement les journaux du pays, se souvenant du cri de soulagement des classes dominantes d'Europe après l'échec de l'insurrection de Varsovie en 1830, des ouvriers parisiens en juin 1848, des ouvriers berlinois en 1919. Le soulèvement est maté mais donnera un souffle puissant à la vague de grèves et de révolte qu'a connu tout le pays en octobre-novembre.

L'opposition des politiciens véreux à la Masmoudi peut bien essayer de prendre appui sur ces luttes pour faire valoir ses intérêts de boutique bourgeoise. Les dirigeants stipendiés à la Achour peuvent faire semblant de prendre leurs distances vis-à-vis du Néo-Destour en attirant à eux le PC tunisien et l'Organisation des démocrates (Al-Hurrija), afin de tenter de canaliser la révolte.

Pour contrer victorieusement ces manœuvres et pour capitaliser les trésors de courage, de sacrifice, d'abnégation dont elle vient de faire preuve, et l'immense réserve de révolte et de haine de classe qu'elle recèle, la classe ouvrière a besoin de son parti, d'un parti indépendant des intérêts de toutes les autres classes et de toute nationalité particulière, pour féconder ces luttes — dont l'horizon immédiat est la défense et l'organisation de la classe ouvrière, les droits politiques et la révolution agraire — et en faire un levier de la révolution communiste mondiale.

(suite de la page 1)

Parions que ce thème original disparaîtra de la propagande du PC au fur et à mesure qu'il s'engagera plus officiellement dans la cogestion de la nation et devra chanter à son tour les vertus de l'austérité.

Quant au loyalisme militaire, le PC en a donné des preuves éclatantes lors de l'épisode-test des comités de soldats, qu'il renouvelle en toute occasion (par exemple le dernier vote du budget militaire, sur lequel il n'avait que des objections d'orientation). Enfin les prolétaires d'outre-mer exploités par l'impérialisme français doivent savoir à quoi s'en tenir sur le soutien d'un parti qui fait les pires contorsions verbales, dans son programme, pour éviter la revendication d'indépendance des TOM-DOM, et qui demande le **contrôle de l'immigration** par l'Etat bourgeois.

Le loyalisme général de ce parti envers l'ordre bourgeois est tel qu'il le rend même incapable de mener ne serait-ce qu'un semblant de lutte pour la défense des « libertés », qui est venue remplacer dans son programme l'abolition du capitalisme : on l'a vu encore une fois avec la misérable dérobade de ces grands prêtres de la démocratie devant l'extradition de Klaus Croissant. On comprend dans ces conditions que les défenseurs du maintien d'un cache-misère marxiste, tels Althusser et autres philosophes respectueusement critiques, aient fini par baisser les bras et venir verser à leur tour quelques larmes sur ce qu'ils croient la mort du marxisme, et nous voyons dans leur découragement un signe positif : le

Le P.C. au service de la bourgeoisie

visage est trop déformé pour que le masque puisse tenir dessus ! Oui, vraiment, sur toutes les questions essentielles, la gauche bourgeoise, **PC compris**, est mûre pour gouverner !

Tout l'activisme propagandiste déployé actuellement par le PC ne peut guère faire illusion : la campagne falote sur les nationalisations s'épuise d'elle-même, la vieille rhétorique anti-PS reprise aux années de guerre froide sent la naphthaline. Car la direction ferme des luttes actuelles sur un terrain de classe serait la seule critique convaincante de la « trahison du PS ». Cela, le PCF en est bien incapable, et la « querelle » ne lui fait pas perdre la tête au point d'oublier sa haine de toute lutte étendue et décidée, à laquelle il essaie de substituer tout un éventail de gadgets-diversions : marches, cirques, carnavals sur le chômage, pétitions en tout genre..., cependant qu'il sabote et calomnie les luttes les plus radicales (comme celle des travailleurs immigrés), et essaie de lâcher un peu de vapeur dans les mouvements revendicatifs, comme les grèves de l'EDF et de la SNCF. On y voit le PCF se tortiller dans tous les sens pour orner avantageusement de ces mouvements (plus suivis qu'il ne l'espérerait) sa façade de « parti de lutte » tournée vers la classe ouvrière, et en même temps continuer à jurer ses grands dieux (côté bourgeois) que « les électriciens et les cheminots n'[ont] pas pour objectif de nuire à leur patrie » et que l'« intransigence » bourgeoise

« porte seule la responsabilité de la grève » (André Wurmser dans l'Humanité du 9 décembre).

Et c'est aux genoux de ces Maître Jacques au service de la bourgeoisie que se trainent, sans parler du PSU et de l'OCI, les signataires de l'accord électoral de l'extrême-gauche (LCR-OCT-CCA, plus peut-être le PCR), en les adjurant de se réconcilier avec leurs compères pour faire cesser le désarroi des ouvriers ! Croyant avoir assez fait pour l'intransigence révolutionnaire en qualifiant l'Union de la Gauche de « réformiste » et en assortissant les nationalisations du « contrôle ouvrier », ils s'appliquent à enfoncer dans la tête des éléments qu'ils peuvent influencer l'idée qu'un gouvernement de gauche serait un **progrès**, mieux, une **étape indispensable** dans la lutte politique générale, de même qu'ils posent de plus en plus le soutien des appareils syndicaux collaborationnistes comme condition nécessaire de la lutte immédiate. Les « comités d'unité des travailleurs pour un gouvernement PC-PS » que lance une fois de plus la LCR, dans l'espoir fallacieux de radicaliser des fractions entières de ces partis, ne pourront être, s'ils ont jamais un semblant de vie, que des pièges où s'enlèvera l'énergie d'éventuels éléments combattifs. Quant au « débordement » de ce gouvernement de gauche, qui reste théoriquement l'alibi de l'appui à l'opportunisme, il ne fait l'objet d'aucun accord programmatique : que la spontanéité des masses s'arrange par ses

propres moyens pour « déborder », cette spontanéité que les organisations centristes s'emploient déjà à brider dès qu'elle risque de prendre une allure trop directement anti-opportuniste (voir les grèves SNCF de 76, la grève de la Sonacotra, etc.) ! Il ne s'agit même plus là de suivismisme, mais d'une pure et simple indifférence aux exigences générales de la lutte de classe dont ces mouvements se réclament pourtant en principe.

Les tâches d'un véritable parti révolutionnaire se situent sur un tout autre terrain. Elles consistent, aujourd'hui, tout en défendant et en propageant la théorie du communisme, et tout en renforçant l'organisation du parti charpentée internationalement autour des principes du communisme, issus non pas des flux et des reflux de la situation nationale contingente, mais des exigences qui naissent de la nature des rapports de classe, à travailler patiemment à **reconstituer** la force de classe autonome du prolétariat à partir des luttes immédiates suscitées par la crise et de la lutte contre l'impérialisme et le militarisme, dont le parti doit encourager les moindres germes.

Ce travail de préparation révolutionnaire et, en même temps, de défense immédiate des prolétaires ne peut se faire qu'en rupture résolue avec toute forme directe ou indirecte de loyalisme envers l'Etat et ses formes démocratiques, l'économie et la patrie bourgeoises, et avec toutes les forces qui les défendent, qu'il s'agisse des partis officiellement bourgeois ou des loyaux serviteurs opportunistes, pseudo-oppositionnels ou gestionnaires ouverts.

EDF : Défendre l'arme de la grève

(suite de la page 1)

d'une heure dans la production. Surtout pas tous ensemble et que la production en pâtisse le moins possible ! Dès les premières coupures, la grande campagne patronat-gouvernement contre la grève sert de prétexte à arrêter le mouvement au moment où il prend de l'essor et où les cheminots débrayent à leur tour. On ne reprendra que lorsque ces derniers auront fini le leur, si gaziers et électriciens ne sont pas encore dégoûtés : grévistes le lundi, puis le mercredi, et, pour couronner le tout, journée d'action le vendredi 16, afin d'enterrer en beauté la grève avant les fêtes, où « il ne saurait être question de gêner le public ».

Dans ces grèves au compte-goutte, à la carte, en pointillé, que les syndicats ont le culot d'appeler « tactique de harcèlement », chaque travailleur est appelé à protester jusqu'à l'écoeurement mais sans que jamais puisse sortir de la lutte une **force de classe** susceptible de faire reculer l'adversaire sur une revendication qui soulage les conditions de vie et de travail des ouvriers tout en **resserrant leurs rangs**. Elles sont vraiment la forme de lutte qui gêne le moins l'économie nationale mais surtout qui présente le moins de dangers pour la bourgeoisie.

Alors pourquoi tout ce cinéma de la campagne orchestrée par la bourgeoisie, patronat et gouvernement, contre la grève dans le secteur public ?

Pourquoi le gouvernement a-t-il agité la menace de la réquisition ? Tout le monde sait qu'il ne l'utilisera pas. Bergeron lui-même, à qui l'on peut faire confiance, l'en a dissuadé en affirmant qu'elle « mettrait le feu aux poudres » et Barre a bien dit qu'il voulait « éviter toute provocation ».

C'est clair. Elle permet d'un côté aux syndicats de se revaloriser en prenant des poses batailleuses, au moment même où ils étouffent le mouvement : « jamais la classe ouvrière ne laissera toucher au droit de grève ! » Elle est de l'autre côté un excellent moyen de pression sur la masse des travailleurs, argument dont se servent les bonzes pour traiter les éléments avancés d'opportunistes.

Mais au fait, comment les syndicats prétendent-ils combattre ces attaques ? En en appelant au « droit de grève garanti par la constitution ». Ils oublient cependant d'expliquer que

la constitution ne « garantit ce droit » que « dans le cadre fixé par la loi », c'est-à-dire selon le bon plaisir de la bourgeoisie !

Et sur quel terrain les bonzes portent-ils la lutte au moment où la bourgeoisie menace de limiter le droit de grève ? Ils se plaignent que c'est la direction qui a organisé les coupures mais se sont-ils seulement débrouillés pour empêcher les cadres de faire ce qu'ils voulaient en organisant des piquets de grève, sans parler du fait qu'une véritable grève procéderait à davantage de coupures ? Ils réclament l'**arbitrage** de Giscard d'Estaing qui, « en sa qualité de gardien de la constitution, se doit de faire respecter la loi », parce que selon eux cette loi a été **bafoyée** puisqu'elle « fait obligation au président de l'EDF de négocier les rémunérations du personnel ».

C'est ainsi que les bonzes préparent les ouvriers à la lutte en leur inculquant l'idée que l'Etat bourgeois **doit** les protéger contre les flics qu'il envoie contre eux pour réprimer leurs luttes, que c'est encore l'Etat bourgeois qui **doit** faire respecter le maintien de leur salaire au moment même où il organise sa baisse. En dehors de cela, il n'y a que gauchisme, aventurisme, provocation fomentée par le gouvernement ! Tant de crétinisme hyperlégaliste n'a qu'un sens : appeler la classe ouvrière à **vider elle-même la grève de tout contenu afin que la bourgeoisie n'ait pas de prétexte pour en limiter l'usage**.

La direction va donc ouvrir finalement des négociations, ouverture qui suffit à donner le prétexte de suspendre la grève mercredi, mais va-t-on discuter des salaires ? Allons donc, on va faire publiquement des promesses anodines mais discuter secrètement sur la réglementation de la grève. Le gouvernement n'a pas caché (aux bourgeois) qu'il propose de fixer un **service minimum obligatoire**. Et que répondent les syndicats ? Que cela n'a aucun sens puisqu'ils parviennent déjà à assurer que les travailleurs produisent pendant les grèves largement au-dessus du service minimum !

Alors, signeront-ils l'accord ? Non, sans doute, car ils n'ont pas besoin de se compromettre en signant une clause susceptible d'entraîner des réactions qu'ils doivent pouvoir contrôler. Ce qui fait que le gouvernement leur donnera une loi toute proprette qui leur permettra de faire semblant de pousser des cris d'opposition tout en se félicitant intérieurement d'avoir un garde-fou pour les cas où, demain, on ne sait jamais, ils pourraient malgré toute leur démagogie, être débordés par une base combattive.

Il est clair que les prolétaires ne peuvent nullement compter sur les bonzes syndicaux pour lutter contre les limitations légales du droit de grève car ces derniers ont **déjà fait passer dans la pratique** la plupart des limitations que la loi ne fait souvent qu'entériner.

Dans l'indispensable riposte aux tentatives légales pour ficeler la lutte ouvrière, les communistes doivent affirmer hautement qu'**avec ou sans réglementation, légale ou « volontaire »** des moyens de lutte économique, l'arme élémentaire de la classe ouvrière reste la grève sans préavis, sans respect des arbitrages et procédures de conciliation obligatoires ou « coutumiers », sans service minimum imposé par l'adversaire, la plus large possible et sans limitation préalable de durée.

Pour un front de lutte ouvert

(suite de la page 1)

démarcation qui le sépare de tous les autres partis politiques. **Cela ne veut pas dire** qu'il refuse tout contact avec des partis politiques, ou toute action commune avec eux, à condition toujours que celle-ci soit déterminée centralement et non par des initiatives périphériques, et qu'elle se situe sur un terrain **bien délimité** de défense des conditions de vie, de travail et de lutte de la classe ouvrière, compatible **en principe** avec les programmes de tous les partis se réclamant d'elle.

L'action en direction du front unique prolétarien trouve son terrain naturel et son centre de gravité dans la lutte de défense immédiate (ce qui ne veut pas dire seulement dans les syndicats, mais aussi dans les organismes ouverts extra-syndicaux, parmi les ouvriers inorganisés, etc.). Ceci n'exclut pas, mais implique au contraire une action spécifique dirigée également vers les **articulations syndicales** de certaines formations politiques qui sont en désaccord avec nous sur le plan programmatique, mais avec lesquelles nous pouvons prendre des accords ponctuels sur le plan revendicatif, et à l'occasion — dans la situation qui est celle d'aujourd'hui (absence de syndicats de classe, exiguité des forces qui réagissent à l'opportunisme) — vers **des organisations politiques** déterminées, mais toujours pour des objectifs spécifiques de défense prolétarienne et comme pont de passage vers un front ouvert, non vers un front d'organisations politiques.

**

A l'occasion de la manifestation contre les mesures Stoléro, nous avons été invités, comme 57 autres organisations, politiques ou non, par le comité de coordination Sonacotra, à signer l'appel qu'il avait rédigé, en accord avec d'autres organisations ouvertes d'immigrés, en vue de la manifestation du 19. Le texte de l'appel se plaçait sur un **terrain authentiquement classiste, sans aucun préalable politico-programmatique** dépassant le terrain strictement délimité de la lutte contre les mesures Stoléro et pour la solidarité de classe entre travailleurs français et immigrés : acceptable par conséquent par toute organisation se réclamant de la classe ouvrière, indépendamment de son propre programme politique. Il émanait d'un noyau organisé d'ouvriers, dont on avait pu constater la **continuité de lutte** dans un sens classiste, au cours de trois années durant lesquelles il a dû affronter la bourgeoisie, la trahison de l'opportunisme classique, le sectarisme et le suivismisme des groupes gauchistes. Signer ce texte était un devoir élémentaire signifiant une solidarité et un engagement actifs face à la bourgeoisie, à son Etat et à l'opportunisme complice, avec les travailleurs immigrés et en particulier avec ce noyau, dont la lutte et les efforts pour se placer sur un terrain classiste doivent absolument être soutenus. Ce n'était un compromis politique avec aucune organisation et n'impliquait pas une discipline du Parti en tant que tel à la direction de la manifestation, chaque organisation **restant**

libre de mener par ailleurs son agitation selon ses mots d'ordre et ses principes propres. C'était par contre la condition pour pouvoir peser sur l'orientation de la lutte dans le sens de sa radicalisation et de son ouverture, **contre l'orientation conciliatrice** des groupes centristes comme contre le frontisme.

Et de fait, la préparation de la manifestation n'a à aucun moment été menée par un **cartel** d'organisations politiques ayant une responsabilité et une discipline collectives. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu d'affrontement entre méthodes — affrontement **traduisant des oppositions entre principes politiques** (cf. notre dernier numéro) — comme c'est naturel et obligatoire dans toute lutte revendicative d'une certaine ampleur. Cela ne veut pas dire non plus qu'il n'y ait pas eu de **tentatives** des représentants de certains groupes politiques présents pour **cartelliser la lutte** ; mais ces tentatives, précisément, ont pu être repoussées.

Nous ne prétendons pas que la méthode suivie par le Comité de coordination pour préparer un « front de lutte unitaire français-immigrés » (faire appel sans a priori, fût-ce sur la base d'un texte existant au préalable et non soumis à discussion, à toutes les organisations se réclamant de la défense des intérêts de la classe ouvrière) soit la méthode « idéale », ou que nous-mêmes aurions procédé de cette façon si nous avions été à l'origine d'une initiative de ce type, ou encore qu'il faille procéder ainsi à l'avenir. Il est sûr que beaucoup d'énergie a été dépensée en contacts avec des organisations qui se sont révélées comme des freins à la lutte, et qu'une action de ce type aurait gagné à être préparée et organisée par un comité, même provisoire, formé essentiellement à partir d'organisations explicitement **ouvertes** — Comité de coordination, comités de soutien Sonacotra, organisations immigrées, sections syndicales combattives — et **nourri par un travail continu à la base** visant à mobiliser et à organiser autour de lui tous les travailleurs sincèrement désireux de lutter contre les discriminations et la répression bourgeoise à l'encontre des travailleurs immigrés, quelle que soit par ailleurs leur affiliation politique et syndicale. Mais cela supposait que soit surmonté au préalable le problème auquel se heurtent toutes les luttes revendicatives actuelles : l'absence de liens autres qu'embryonnaires entre travailleurs. La méthode hybride de convocation reflète le caractère hybride, non encore défini, de la situation actuelle, qui ne voit pas encore de franges consistantes d'avant-garde se porter en avant dans les luttes. On ne peut dépasser cette situation qu'armé d'une **orientation politique claire**, qui mette au premier plan l'exigence de l'unification du prolétariat sur le terrain de la lutte de classe.

La lutte contre les mesures Stoléro doit se poursuivre, malgré l'inertie criminelle des principales forces politiques et syndicales. Il faut poursuivre dans la voie amorcée avec la manifestation du 19, en en tirant les leçons, en se débarrassant des entraves qui s'y sont révélées, en renforçant l'orientation classiste des éléments les plus combattifs, et les liens embryonnaires qui s'y sont tissés.

Violence, terrorisme et lutte de classe

C'est le titre de la brochure n° 8 parue dans la série « Le Prolétaire ». Elle reprend les principaux articles publiés dans notre presse ces derniers mois.

Lecteurs, sympathisants, passez commande au siège du journal et diffusez-la largement !

Évolution des rapports inter-impérialistes

(suite de la page 3)

Un autre facteur historique est à considérer pour saisir la situation internationale. Le cycle d'accumulation capitaliste a provoqué à l'Est une croissance dans l'ensemble plus rapide à cause de la plus grande jeunesse de cette aire géo-historique du point de vue capitaliste. Une conséquence de taille est que la Russie s'est transformée, par la simple logique de son développement économique et de sa dynamique militaire propre, de puissance régionale qu'elle était en puissance mondiale.

Ainsi, tandis que la zone soumise à l'impérialisme américain exerce à l'Est des pressions de plus en plus insoutenables d'origine directe économique (mais qui se répercutent aussi sur le plan militaire), l'impérialisme russe, mû par la dialectique de son retard économique relatif, exerce de son côté sur l'Ouest une pression directement militarisée. Et ceci dans un jeu international modifié, un jeu qui a cessé d'être bipolaire pour devenir multipolaire, avec la renaissance des impérialismes européens et japonais et avec l'apparition en Asie de la jeune puissance chinoise.

Le changement d'alliance de la Chine et l'armement russe

Il est indéniable que l'équilibre qui existait dans le monde entre l'Amérique et la Russie a déjà subi une profonde transformation avec le changement d'alliance de la Chine. Et le fait que l'évolution de la politique chinoise, commencée par la querelle avec Moscou, ait connu un point final en 1975 démontre clairement que le tournant objectif dans la situation mondiale est bien passé dans la politique subjective des grands Etats, dans leur comportement stratégique.

Notre parti a toujours montré la tendance historique qui oppose l'une vers l'autre pour des raisons économiques et géographiques la Chine et l'Amérique (1). Mais c'est la conclusion de cette alliance qui pouvait seule permettre les accords de Paris et la fin de la guerre du Vietnam et le tournant de la politique américaine effectué avec l'administration Carter.

Du point de vue russe, la querelle avec la Chine n'a pas seulement obligé Moscou à faire passer sur ses frontières orientales son dispositif militaire de 14 à 43 divisions entre 1968 et 1974. L'Extrême-Orient constitue les arrières de la Russie, son centre de gravité impérialiste se trouvant en Europe. Mais la Russie ne peut affronter dans de bonnes conditions une guerre, qui entrainera nécessairement la Chine dans son tourbillon, sans se ménager une alliance à l'Est. Or, tant pour contrer la Chine que — hypothèse toute théorique — pour lui imposer une alliance, la Russie a besoin d'une alliance japonaise, objectif qui doit constituer la clef de la stratégie russe en Extrême-Orient.

Le changement d'alliance de la Chine, la possibilité pour les sous-marins américains depuis les années soixante d'atteindre la Russie depuis l'Océan Indien avec des fusées Polaris, le recul russe au Moyen-Orient amorcé en 1970, tous ces facteurs ont provoqué un affaiblissement relatif de la Russie qui ne pouvait être compensé que par une accélération de la course aux armements d'abord, un « offensivisme » de type militaire ensuite. Ceci fournit la base des théorisations serviles des groupes maoïstes, qui s'appuient sur « l'expansionnisme russe » pour en appeler à la défense « nationale » aujourd'hui dans les pays impérialistes européens, avant d'en appeler demain, comme il faut s'y attendre, à la défense de tout le bloc occidental.

Il est parfaitement établi que les besoins de l'armement naval de la Russie sont déterminés par les besoins de la protection contre les fusées américaines, par ceux que suscite l'antagonisme continental avec la Chine, par le contrôle des voies maritimes japonaises, ce moyen de pression formidable pour pousser à une alliance russo-japonaise, enfin par le contrôle des voies maritimes de cette Europe, qui est l'objectif vital des deux colosses mondiaux. Or il est clair que ces tendances heurtent directement les intérêts impérialistes de l'Amérique qui convoite également le Moyen-Orient, l'Océan Indien et maintenant l'Afrique, tant pour ses richesses que pour son rôle stratégique. Ainsi cette zone géographique devient, comme résultat de l'évolution de la technique militaire et de l'expansion impérialiste, zone de sécurité des deux grands colosses en même temps (sans parler des petits qui, comme la France, y sont aussi englués jusqu'au cou).

Voilà une constatation de fait qui ne laisse rien subsister de la théorie du « défensisme » déjà démolie par la critique marxiste il y a 70 ans : qui est l'agresseur et qui est l'agressé quand le monde entier devient zone vitale des appétits impérialistes de tous ? Ironie : aujourd'hui encore, c'est le plus puissant, l'Amérique, qui pousse le plus faible à l'agression ! Mais tous les deux sont des bandits, et le prolétariat ne doit sa solidarité à aucun des deux s'il veut pouvoir un jour les détruire tous.

L'avant-guerre a commencé

On peut dire qu'au tournant de 1975 l'avant-guerre a commencé. Une preuve notable en est donnée par la course aux armements. Non pas la course en elle-même, qui est un phénomène permanent, mais son accélération quantitative et surtout son évolution qualitative.

En effet, l'armement qui correspondait à l'équilibre de la terreur n'est pas celui qui permet d'assurer la victoire dans un conflit impérialiste. Non pas que les armes de terreur ne seront pas utilisées demain, soit pour emporter la décision à un moment décisif, soit pour intimider le prolétariat. Si hier on a utilisé les bombardements massifs à Dresde et à Hambourg, ou lâché des bombes A sur Nagasaki ou Hiroshima, les Etats impérialistes sont maintenant capables de faire beaucoup mieux avec leurs impressionnants stocks de bombes H et de missiles balistiques intercontinentaux à ogives nucléaires multiples, et, plus récemment, de missiles de croisière et de bombes à neutrons.

Cependant on est maintenant passé de la « dissuasion » pure et simple à des stratégies de « réponse flexible ». Toute la recherche est aujourd'hui tendue vers le développement des armes nucléaires tactiques, vers une précision plus grande du tir plutôt que vers une puissance plus grande du feu, vers des systèmes de protection contre les tirs adverses, mais aussi vers les progrès et le développement des armements conventionnels.

Même les adorateurs les plus acharnés du désarmement sont bien obligés de reconnaître que les progrès des découvertes techniques suffisent à rendre caducs tous les accords sur la limitation des armements qui n'ont par conséquent d'autre intérêt que de jeter de la poudre aux yeux. Ils sont bien obligés de voir que les profits juteux retirés des ventes d'armes et surtout la concurrence entre les grands rendent illusoire tout projet de non-dissémination des armements, même nucléaires. Ils doivent se rendre à l'évidence : il n'y a pas, sur le terrain du capitalisme, d'autre moyen de désarmer l'adversaire que de l'écraser par les armes.

La préparation d'un nouveau conflit impérialiste est surtout nettement décelable dans la stratégie des grands Etats, et, avant tout, dans celle de l'impérialisme le plus puissant, l'Amérique.

Il est indéniable que la politique de Carter est une politique de guerre : si la détente de Kissinger avait pour base le condominium russo-américain sur l'Europe, la nouvelle stratégie américaine est fondée sur l'alliance de l'Amérique, du Japon et d'une Europe où, parce que c'est l'Allemagne qui donne le plus de soucis à l'Amérique, c'est elle qui doit être le pôle de l'alliance (2).

Le fond de la doctrine Brzezinski est à trouver dans la tentative de canaliser l'agressivité retrouvée du Japon et de l'Europe vers l'URSS, ce qui suppose à terme la fin du respect des accords de Yalta.

Cette politique va de pair avec une autre tentative, celle de parer aux dangers d'explosion sociale, notamment dans cette Europe qui, dans l'esprit de la nouvelle administration de Washington, doit redevenir le danger principal pour la démocratie — entendez l'ordre établi mondial ! —. C'est pour cela qu'est toujours nécessaire, bien que comme paramètre différent dans la politique américaine, l'entente contre-révolutionnaire avec la Russie, dans la paix comme dans la guerre, une guerre dans laquelle l'Europe serait, pour toutes ces raisons, le champ de bataille privilégié, mais aussi, en même temps, le plus dangereux pour tout ce beau monde.

Naturellement, cette politique contient de graves inconnues, mais il faut reconnaître à notre ennemi le plus puissant la volonté de se préparer à les affronter. Et il le fait, comme toujours, sous le drapeau des libertés qu'il agit en Europe contre la « menace russe », en Afrique contre la Russie mais aussi contre les restes de la domination européenne et, en Amérique latine, contre les excès des régimes gorilles qu'il a lui-même mis en place !

L'Afrique et l'Europe

Il ressort de ce travail un résultat qui éclaire toutes les conclusions déjà tirées empiriquement par nous. C'est en Afrique que, pour l'immédiat, se prépare l'avenir.

D'abord parce que ce continent est encore à partager au moment même où le repartage du monde entier a commencé et qu'il fait partie d'un ensemble plus vaste, avec le Moyen-Orient et l'Océan Indien qui est d'une importance stratégique vitale, ce qui fait de l'Afrique un terrain de préparation choisi du futur conflit impérialiste mondial. Il est évident à ce propos que la croisade anti-impérialiste de Moscou comme la croisade des libertés de Washington (3) auront d'autant moins de poids dans le prolétariat que le parti se rendra capable de les combattre dès aujourd'hui en démontant leurs mensonges à partir des exemples donnés par les événements d'Afrique.

Cette zone est également importante parce que la vague anticoloniale s'y prolonge précisément dans le Sud, où la classe ouvrière est la plus concentrée, ce qui lui permet de faire le pont avec la vague des luttes prolétariennes et paysannes qui devra déferler sur tous les continents opprimés. Si l'on ajoute que tout ce qui se passe dans cette zone entraîne des répercussions inévitables en Europe, les événements qui s'y déroulent peuvent considérablement aider le prolétariat d'Europe dans sa lutte contre les vieilles forteresses bourgeoises pourvu qu'entre autres conditions le parti mène un combat résolu pour le défaitisme dans les querelles entre brigands impérialistes et pour la solidarité de classe avec les luttes anti-impérialistes qui se développent dans cette aire.

C'est peut-être dans les bouleversements que va connaître l'Afrique que pourra se reconstituer l'alliance entre le prolétariat des métropoles impérialistes et les masses exploitées des pays asservis, cette alliance qui a fait si cruellement défaut à la vague sociale de la phase éruptive de la révolte anticoloniale.

Parmi les facteurs susceptibles à terme de bousculer le plus profondément l'équilibre actuel des forces entre les grands colosses impérialistes, il faut compter toutes les manifestations de la crise économique, les déséquilibres provoqués par la course aux armements, les modifications d'alliance provoquées par les rivalités nationales et même les luttes sociales et politiques dans les pays du « tiers monde », mais surtout les risques de modification brutale de la politique du Japon et de l'Europe, en particulier de l'Allemagne. Il n'est pas de politicien bourgeois considérant l'évolution de la politique mondiale qui ne présente les tendances au réarmement du Japon et à l'unification de l'Allemagne comme des phénomènes désormais possibles, au prix de renversements spectaculaires d'alliance. Ce qui inquiète le plus, c'est l'accumulation de matières inflammables dans la vieille Europe — dont le cœur est l'Allemagne —, travaillée par les tendances centrifuges dans les deux blocs, divisée en deux par les deux grands, et qui redeviendra sensible plus que toute autre région à l'humeur de la plus formidable concentration de masses prolétariennes, que l'approfondissement de la crise ne peut pas ne pas finir par mettre en mouvement. Voilà qui fait de l'Europe non seulement le facteur le plus explosif du point de vue des rapports entre les puissances, mais risque de faire d'elle également, de nouveau, le centre de gravité de la lutte sociale.

Si l'on peut faire une comparaison entre cet avant-guerre et la situation du premier avant-guerre, il s'est écoulé 12 ans alors entre le moment où l'Angleterre a considéré comme impossible l'entente avec l'Allemagne et où elle a commencé à préparer systématiquement la guerre, et la guerre elle-même. Elle l'a fait par une politique d'encerclement de cette dernière et de concessions à ses alliés à l'extérieur et au prolétariat à l'intérieur avec la politique que réformes de Lloyd George. N'est-ce pas la même politique que poursuit aujourd'hui Carter, bien qu'avec plus de difficultés ?

Le prolétariat ne pourrait tirer profit des quelque dix années qui nous sépareraient, en gros, de la future conflagration mondiale pour se préparer à la transformer en guerre civile et en faire le signal de la révolution prolétarienne si, dès aujourd'hui, le parti ne menait pas la lutte théorique la plus intransigeante contre le militarisme bourgeois et les justifications des préparatifs guerriers dans tous les camps à la fois, contre la théorie de la défense nationale pour les Etats bourgeois achevés — et à plus forte raison impérialistes —, contre le chauvinisme et le pacifisme social, pour le défaitisme révolutionnaire et l'union internationale des prolétaires par dessus les frontières, pour la dictature rouge et le communisme.

(1) Voir *Il Programma Comunista* (n° 6, 1953), et *Le Prolétaire* n° 137 (30 octobre 1972).

(2) Voilà l'origine des campagnes menées contre l'« Europe germano-américaine », qui appellent le prolétariat à souder ses rangs derrière Sartre et Binoche pour une nouvelle défense de la patrie.

(3) Il n'est pas difficile de prévoir que les différents groupes trotskystes, qui prêtent l'oreille aux sirènes des deux croisades en même temps n'auront pas, dans un conflit, la force de faire autre chose que de tomber du côté du plus fort, c'est-à-dire chacun du côté de « son » Etat.

Presse du Parti

Le Prolétaire

(Suppl pour la Belgique)

Au sommaire du N° 2

- A nouveau l'alternative : guerre ou révolution.
- La situation en Belgique.
- Le terrorisme et les philistins de la LRT et d'« Internationalisme ».
- Le 60^e anniversaire de la Révolution russe.
- Notes syndicales : Herstal, Anvers.
- Notes internationales : Argentine, Tunisie, Angleterre.
- Sur la naissance du PC belge.
- Critique de « Pour le socialisme ».



Sumario del N° 9 (dic. 77) de :

EL COMUNISTA

- ¡Que el proletariado, y no el capital, salga de su crisis!
- Fascismo y democracia : vasos comunicantes.
- Terrorismo y comunismo.
- Internacionalismo versus nacionalismo.
- Paro y huelga en Andalucía.
- Que los desnudos inviertan.



Kommunistisches Programm

il programma comunista

EL PROGRAMA COMUNISTA

programme communiste

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e dimanche de chaque mois, donc le 13 novembre et le 11 décembre, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h, au café Impéria, rue des Trois-Cailloux.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois.

• A Lyon : le premier vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 6 janvier.

• A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 7 janvier.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 15 janvier et le 19 février.

• A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zûrich.

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le premier et le troisième samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, soit le 21 janvier et le 18 février, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926